

DIARIO DEL GOBIERNO

DE CATALUÑA Y BARCELONA,

DEL VIERNES 5 DE NOVIEMBRE DE 1813.

— San Zacarías, é Isabel Padres del Bautista — Las Q. H. están en la Iglesia de la Real Casa de Caridad; se reserva á las 5 de la tarde.

EMPIRE FRANÇAIS.

Paris, 15 octobre.

Hier jeudi, 14 octobre, le sénat-conservateur s'est réuni à deux heures sous la présidence de S. A. S. le prince archichancelier de l'Empire, M. le sénateur comte de Ségur, au nom de la commission spéciale nommée dans la séance du 12 de ce mois, a fait un rapport sur le projet de sénatus-consulte présenté ledit jour, et relatif à l'île de la Guadeloupe.

Le sénatus-consulte a été adopté par le sénat. En voici la teneur :

NAPOLÉON, etc. etc. A tous présents et à venir salut.

Le sénat, après avoir entendu les orateurs du conseil d'Etat, a décidé, et nous ordonnons ce qui suit :

Extrait des registres du sénat-conservateur, du jeudi 14 octobre 1813.

Le sénat-conservateur, réuni au nombre de membres prescrit par l'article 90 de l'acte des constitutions, du 13 décembre 1799; vu le projet de sénatus-consulte rédigé en la forme prescrite par l'art. 57 de l'acte des constitutions, du 4 août 1802; après avoir entendu sur les motifs dudit projet, les orateurs du conseil d'Etat et le rapport de la commission spéciale nommée dans la séance du 12 de ce mois; l'adoption ayant été délibérée au nombre de voix prescrit par l'art. 55 de l'acte des constitutions, du 4 août 1802;

Décète :

Art. 1^{er}. Il ne sera conclu aucun traité de paix entre l'Empire français et la Suède, qu'au préalable la Suède n'ait renoncé à la possession de l'île française de la Guadeloupe.

2. Il est défendu à tout français de la Guadeloupe, sous peine de déshonneur, de prêter aucun serment au gouvernement suédois d'accepter aucun emploi, ni de lui donner aucune assistance.

3. Le présent sénatus-consulte sera transmis par un message à S. M. l'Empereur et Roi.

Les président et secrétaires,

Signé CAMBACÈRES.

Le comte DE LAPPARENT, COLCHEN.

Vu et scellé,

Le chancelier du sénat,

Signé comte LAPLACE.

IMPERIO FRANCES.

PARIS 15 de octubre.

Ayer jueves 14 de octubre el Senado conservador se reunió a las dos, presidiendo S. A. S. el príncipe archicanciller del Imperio. El Señor conde de Ségur, en nombre de la comisión especial nombrada en la sesión del 12 de este mes, ha dado un informe sobre el proyecto del senatus-consulto presentado dicho día, y relativo á la isla de la Guadalupe. El Senado ha adoptado el senatus-consulto en su contenido.

NAPOLÉON, etc. etc. A todos los presentes y venideros, salud.

El Senado, después de haber oído los oradores del consejo de Estado ha decretado, y nos decetamos lo siguiente :

Extracto de los Registros del Senado conservador del jueves 14 octubre de 1813.

El Senado conservador reunido en el número de miembros prescrito por el art. 90 del acto de las constituciones de 13 de diciembre 1799, visto el proyecto de Senado-consulto, extendido en la forma prescrita por el artículo 57 del acto de constituciones de 4 de agosto de 1802, después de haber oído sobre los motivos de dicho proyecto á los señores del consejo de Estado, y el dictamen de la comisión especial nombrada en la sesión del 12 de este mes; habiendo sido deliberada la adopción en el número de votos prescrito por el art. 55 del acto de las constituciones de 4 de agosto de 1802, decreta :

Art. 1. No se concluirá ningún tratado de paz entre el Imperio francés y la Suecia, sin que de antemano la Suecia haya renunciado á la posesión de la isla francesa de Guadalupe.

Art. 2. Se prohíbe á todo francés de la Guadalupe, bajo pena de deshonor, el prestar juramento alguno al gobierno sueco, ó aceptar de él ningún empleo, subministrarle alguna asistencia.

3. El presente senado-consulto será transmitido á S. M. el Emperador y rey.

El Presidente y Secretarios,

Firmado CAMBACÈRES.

El conde DE LAPPARENT, COLCHEN.

Visto y sellado,

El Chanciller del Estado,

Firmado comte LAPLACE.

pouraient exister sans produire son effet. Il était au-dessous de la dignité du gouvernement français de descendre jusqu'à ces subtilités. Il déclara qu'il considérerait le vœu du cabinet de Vienne, de porter dans les réserves la lettre même du traité tout entier, comme l'équivalent d'une renonciation à l'alliance. Le cabinet de France demanda, sur la question de la négociation, qu'elle s'étendait à la paix générale, et qu'elle eût lieu en congrès, et dans les formes consacrées par l'usage, et que la reprise des hostilités n'en arrêta pas le cours. Sur la question de la médiation, il proposa pour bases de la convention à conclure, que l'Autriche animée d'un désintéressement parfait, ne se présentât pas pour arbitre.

Quant à l'extension de la négociation à la paix générale, ce qui fut toujours le vœu de l'Empereur, M. de Metternich desira ne pas en prendre immédiatement l'engagement absolu; mais il fut convenu que le médiateur se chargerait d'en faire la proposition à toutes les puissances. On rédigea un projet; M. de Metternich l'emporta, et se chargea de sonder et de faire connaître à cet égard les dispositions de la Russie et de la Prusse. Quant à la continuation des négociations pendant la reprise des hostilités, le plénipotentiaire autrichien préféra une prolongation d'armistice que l'Autriche se réserverait de faire agréer, et le gouvernement français ne s'y refusa point.

Quant aux formes de la négociation et à l'expression des intentions du médiateur, M. de Metternich donna toutes les explications, et fit toutes les déclarations qui lui furent demandées. L'Empereur consentit, en conséquence, à ce que la convention fût bornée à la proposition et à l'acceptation de la médiation, à la réunion des plénipotentiaires à Prague avant le 5 juillet, et à la prolongation de l'armistice.

Le cabinet de Vienne différa successivement, et sous divers prétextes, l'ouverture du congrès au 8 et au 12 juillet. Il ne se mit point en mesure de faire accéder la Russie et la Prusse à l'engagement pris pour la prolongation de l'armistice. Il fallut recourir à la commission chargée de son exécution, subir incident sur incident, enfin, la prolongation de l'armistice fut signée le 26 à Neumarkt les plénipotentiaires se trouvant réunis à Prague le 27 juillet.

Le choix de la Russie était tombé sur un homme qui n'était français, frappé d'incapacité pour une si honorable mission, par les lois de l'état connues de toute l'Europe, n'avait acquis dans les affaires que le renom d'un agent de l'Angleterre, et qui, dès 1805, fut son principal instrument pour porter l'Autriche à la guerre. L'Empereur pouvait s'indigner d'un tel choix et rejeter un homme que rejetaient les lois de

estipulaciones, como si aquella pudiese existir, sin producir su efecto. Era fuera de la dignidad del gobierno francés el abaxarse á tales subtilidades. Declaró que consideraba el desec del gabinete de Viena, de ponerle reservas á la letra misma del tratado de la alianza entero, como equivalente á una renuncia de la alianza. El gabinete de Francia pidió sobre la question de la negociacion, que esta se extendiese á la paz general, que prosiguiese en el congreso, y en las formas consagradas por el estilo, sin que detuviése su curso la renovacion de las hostilidades. Sobre la question de la mediacion, propuso por bases del convenio que debia concluirse, que el Austria animada de un perfecto desinterés no se presentase por arbitra.

En quanto la extension de la negociacion á la paz general, lo que fue siempre del anelo del Emperador, el Sr. de Metternich deseeó no tomar inmediatamente el empeño absoluto; pero se convino en que el mediador se encargaria de hacer la proposicion á todas las potencias. Extendiése un proyecto; el Sr. de Metternich se lo llevó, y se encargó de sondear, y hacer conocer sobre ello las disposiciones de la Rusia y de la Prusia. En quanto á la continuacion de las negociaciones, durante la renovacion de las hostilidades, el plenipotenciario austriaco prefirió una prolongacion de armisticio, que el Austria se reservó hacer admitir, y el gobierno, francés no se negó á ello.

En quanto á las formas de la negociacion, y á expresion de los intentos del mediador, el Sr. conde de Metternich dió todas las explicaciones, e hizo todas las declaraciones que se le pidieron. El Emperador consintió por consiguiente en que el convenio se limitase á la proposicion de la negociacion, á la reunion de los plenipotenciarios en Praga, antes del 5 de julio, y á la prolongacion del armisticio.

El gabinete de Viena dilató sucesivamente, y bajo diferentes pretextos, la abertura del congreso, hasta el ocho y doce de julio. No se puso en estado de hacer acceder la Rusia, y la Prusia, al empeño tomado para la prolongacion del armisticio. Fue preciso recurrir á la comision encargada de su excecucion, pasar de incidente á incidente; por fin la proroga del armisticio fué firmada el 26 en Neumark; los plenipotenciarios se hallaron reunidos en Praga el 27 de julio.

La eleccion de la Rusia habia caido en un hombre, que siendo francés de nacimiento, hecho incapaz de una tan honorable comision, por las leyes del estado, conocido de toda la Europa, no habia adquirido en los negocios mas que el renombre de un agente de Inglaterra el qual desde 1805 fué su principal instrumento para inducir el Austria á la guerra. El Emperador podia enojarse de la indigna-

L'Empire (1); mais son désir de la paix l'avait fait passer par-dessus ces considérations. Il avait nommé pour traiter ses affaires au congrès les personnes les plus dignes de sa confiance et qui, par le rang qu'elles occupaient près de lui et dans l'état, ainsi que par leurs qualités personnelles, jouissaient au plus haut degré de l'estime et de la considération publiques.

Le comte de Narbonne avait déjà reçu ses pleins-pouvoirs qui autorisaient les plénipotentiaires à traiter séparément ou conjointement. Il proposa en conséquence d'ouvrir les négociations. Lorsque le duc de Vicence arriva à Prague, rien ne paraissait devoir s'opposer à l'ouverture immédiate du congrès, et on avait tout lieu d'espérer que les négociations pourraient marcher rapidement; mais ce système d'incidents et d'obstacles sans cesse renaissans suivi jusqu'alors par le cabinet autrichien, reçut un nouveau développement.

Les plénipotentiaires s'étaient empressés de demander le 29 juillet, au ministre médiateur, que l'ouverture du congrès se fit immédiatement par une première conférence, dans laquelle on procéderait, dans la forme ordinaire, à la vérification et à la communication réciproque des pleins-pouvoirs. On ne pouvait raisonnablement s'attendre à aucune objection sur une affaire de forme aussi simple, et fondée sur l'usage de tous les temps. Néanmoins, le plénipotentiaire de la cour médiatrice se refusa à cette demande.

(La suite à demain)

ción, y desechar un hombre, á quien desechaban las leyes del Imperio; pero sus deseos de paz le hicieron pasar por alto estas consideraciones. S. M. había nombrado para tratar sus negocios en el congreso, las personas mas dignas de su confianza, lasquales por el puesto que ocupan en la corte del Emperador, y en el estado, como igualmente por sus prendas personales, gozaban del mas alto grado de estimacion y consideracion pública.

El conde de Narbonne había recibido ya sus plenos poderes, que autorizaban los plenipotenciarios á tratar separada ó concurrentemente. Por consiguiente propuso abrir las negociaciones. Quando el duque de Vicenza llegó á Praga, parecia que nada debia oponerse á la abertura inmediata de el congreso, y todo hacia esperar que las negociaciones podrian marchar con rapidez; pero este sistema de incidentes, y de obstaculos sin cesar renacientes, seguido hasta entonces por el gabinete austriaco, recibió nuevo incremento.

Los plenipotenciarios de ambas se habían apresurado á pedir el 29 de julio al ministro mediador, que la apertura del congreso se hiciese inmediatamente por una primera conferencia, en la que procediese segun la forma ordinaria á la verificación y comunicacion reciproca de los plenos poderes. No era posible aguardar de razonablemente á ninguna objecion sobre asunto de forma tan sencillo; y repudado en el estado de todos los tiempos. Sin embargo el plenipotenciario de la corte mediadora se negó á esta demanda.

(Se continuará)

(1) Décret du 26 août 1811.

Art. 20. Les Français au service d'une puissance étrangère ne pourront servir comme ministres plénipotentiaires dans aucun traité ou nos intérêts pourraient être débattus.

(1) Decreto de 26 de agosto de 1811.

Art. 20. Los Franceses que estén al servicio de una potencia estrangera no podrán servir como ministros plenipotenciarios en ningún tratado en que puedan debatirse intereses nuestros.

AVISOS.

= Se vende la siguiente ropa: costure negro propio para cotas, elevitas, pantalones, calzones, mantos para clérigos, mantillas para Señoras etc. á 8 pesetas y media la vara, tomando piezas enteras á 8 pesetas; hay de color verde al mismo precio, hay vel de moñe á 10 p.s la vara; dará razon de dicha ropa Juan Sabater sastre que vive en la esquina del callejon que va en la iglesia de la Trinidad cerca la basada de San Miguel el qual tiene las muestras.

= En la oficina de este periódico darán razon á la persona que busca una Estufa de un tamaño ordinario.

Nodrizas.

= Se necesita una Nodriz para una criatura de tres meses en casa de José Abat maestro mariscal en la Rambla darán razon del sugeto que la busca.

TEATRO.

La Sociedad dramática Española representa hoy á las seis y media en punto, la comedia Guerra abierta y mudilla del Soldado Fandango, y Saynete.

En la Imprenta de J. B. ALZINA y P. BARRERA Impresores del Gobierno de Cataluña.

DIARIO DEL GOBIERNO

DE CATALUÑA Y BARCELONA,

DEL SABADO 6 DE NOVIEMBRE DE 1813.

San Severo Obispo y Martyr. — Las Q. H. están en la Iglesia de RR. de S. Gerónimo Caridal; se reserva a las 5 de la tarde.

NOUVELLES ETRANGERES.

ROYAUME DE BAVIERE.

Augsbourg, 9 octobre.

Le quartier-général des alliés était encore le 1.^{er} octobre à Tœplitz.

Les cosaques qui passèrent à Rochlitz, y ont commis des excès qui font frémir; ils ont dépouillé jusqu'aux plus pauvres habitants.

Nous savons qu'un Pultaque que fit le corps de Lutzow le 26 août, contre une colonne française, le poète Théodore Cornea y périt; on l'enterra le jour suivant à Velein au pied d'un chêne

(Journal de l'Empire.)

EMPIRE FRANÇAIS.

Paris, 15 octobre.

On a reçu aujourd'hui des nouvelles de l'armée en date du 13. Elles contiennent la dépêche télégraphique que nous avons rapportée hier. Le roi de Naples, le prince de la Moskowa et le duc de Castiglione avaient battu complètement l'ennemi le 11 et le 12.

Le 13, il étoit arrivé au quartier-général 4000 prisonniers et 10 officiers supérieurs.

Dans une rencontre de troupes légères, on a pris M. de Kraff, qui étoit secrétaire de la légation du prince Kourakin à Paris. Il se rendoit du quartier-général de l'Empereur de Russie, celui du prince royal de Suède, et étoit porteur de dépêches qui ont été prises.

L'Empereur avoit, le 13, son quartier-général à Duben, petite ville de Saxe, sur la route de Leipsick à Wurtemberg, à huit lieues de la première, et à sept lieues de la seconde.

L'ennemi montrait toujours une grande irrésolution dans ses mouvements.

S. M. continuoit à jouir de la meilleure santé.

— D'autres lettres de l'armée portent que le roi de Saxe étoit arrivé à Eilenbourg, et que depuis que S. M. avoit quitté Dresde, il ne s'étoit passé rien d'important dans cette ville.

NOTICIAS ESTRANGERAS.

REYNO DE BAVILRA.

Augsbourg 9 de octubre.

El 1.^o de octubre el cuartel general de los aliados estaba todavía en Tœplitz.

Los cosacos que pasaron á Rochlitz, han cometido allí excesos que hacen estremecer. Han despojado hasta á los mas pobres aldeanos.

Sabemos que en el ataque que dió el cuerpo de Lutzow el 26 de agosto contra una columna francesa, fué muerto el poeta Teodoro Cornea. El día siguiente se le enterró en Velein, al pie de un roble.

(Diario del Imperio.)

IMPERIO FRANCÉS.

Paris 15 de octubre.

Se han recibido hoy cartas del ejército, con fecha del 13. Confirman el pliego telegrafico de que se informó ayer. El rey de Napoles, el principe de Moscowa y el duque de Castiglione habian batido al enemigo en las jornadas del 11 y 12.

El 13 habia llegado el cuartel general 4000 prisioneros, y 10 oficiales superiores.

En otro encuentro de tropas ligeras se ha hecho prisionero al Sr. Kraff, que era secretario de la legacion del principe Kourakin en Paris. Pasaba del cuartel general del Emperador de Rusia, al del principe Real de Suecia, y traia pliegos que se le han cogido.

El Emperador tenia en su cuartel general en Duben, pequeña villa de Saxonia en el camino de Leipsic á Vütemberg, á 8 leguas de la primera ciudad, y 7 de la segunda. El enemigo manifestaba una gran irresolucion en sus movimientos.

S. M. continuaba gozando de la mejor salud.

— Otras cartas del ejército anuncian que el rey de Saxonia habia llegado á Eilenburgo, y que desde que S. M. habia salido de Dresde no habia sucedido cosa alguna de importancia en aquella ciudad.